

Valeurs d'avenir

Lettre ouverte à François Hollande Le temps de l'audace

Par Christian Estrosi et plusieurs de ses collègues parlementaires



GUERICOLAS VISUAL PRESS AGENCY

Christian Estrosi est député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes et maire de Nice.

Monsieur le Président, 17 morts à Paris début janvier, un blessé à Nice en février, 24 morts au musée du Bardo en mars, un mort à Saint-Quentin-Fallavier et 38 morts à Sousse en juin, 32 morts à Suruç en juillet... Et il y a peu, des blessés et un massacre évité de justesse dans le Thalys Amsterdam-Paris ! Qu'attendez-vous pour dévoiler votre stratégie afin de gagner cette troisième guerre mondiale ?

Aujourd'hui, devant les Français, face à l'histoire, votre responsabilité est immense, à la hauteur de vos moyens d'agir. En janvier dernier, nous étions des millions à affirmer notre attachement viscéral à la liberté. Par ce sursaut républicain, nous avons également placé en vous l'espoir d'une riposte digne des enjeux. Or, quelle a été la réponse de votre gouvernement ? Vous avez fait voter une loi au Parlement pour renforcer les moyens de nos services de renseignements. Mais cette loi que nous avons soutenue n'en demeure pas moins une bien faible réponse à l'aune de la détermination de nos ennemis.

Monsieur le Président, vous avez rendu hommage à l'immense courage de nos forces de sécurité, vous dites avoir entendu le message des Français, pourtant vous n'apportez qu'une réponse en demi-teinte qui ne les rassure pas face à leur angoisse.

Chaque année, la nation consacre près de 35 milliards d'euros à sa défense. Pouvez-vous nous garantir que la totalité de ces moyens est mobilisée pour remporter cette guerre qui nous est menée ? Votre manque d'audace, votre absence d'initiative, alors que la voix de la France est si attendue sur ces questions, n'ont pas permis à la communauté internationale de se dresser pour mettre un coup d'arrêt définitif à la terreur que fait régner *Dae'ch* en Irak et en Syrie. Face à un terrorisme d'un genre nouveau, qui lève l'im-

pôt, fait commerce du pétrole, déploie des activités bancaires, nous devons livrer une guerre totale, nouvelle dans son approche et innovante dans ses méthodes. Nous en avons les moyens.

La gangrène de cette secte meurtrière et expansionniste se répand en France, en Europe et dans le monde. En France, pour combattre ces ennemis de l'intérieur, il faut sans attendre unifier les fichiers de tous les services de police et de renseignements pour traquer ceux qui nous attaquent. Il faut également introduire dans notre droit un délit de consultation des sites djihadistes et mettre en place une veille pour les neutraliser.

Monsieur le Président, il faut revenir sur votre refus de déchoir de leur nationalité française les binationaux qui sont partis prendre les armes en Syrie. Quant à ceux qui n'ont que la nationalité française, ils doivent prendre le chemin de l'isolement le plus total dans des prisons spécialisées. Enfin, il faut revoir l'application des peines. Dans les affaires de terrorisme, aucune remise de peine, libération conditionnelle ou encore mesure de semi-liberté ne doit être possible. Évidemment, plus aucune aide sociale ne doit être versée aux individus condamnés dans ces affaires. Comment comprendre que la République finance, au nom de la solidarité, ceux qui cherchent à l'atteindre au cœur ?

Vous qui voulez relancer la construction européenne, qu'attendez-vous pour réformer Schengen ? Faites de l'Europe un rempart contre les djihadistes, élargissez les prérogatives de l'agence Frontex en la dotant d'une vraie police des frontières. Que sont ses quelques millions d'euros de fonctionnement face aux milliards de *Dae'ch* ? Les pays membres de Schengen doivent également pouvoir échanger leurs fichiers.

Sur le plan international, faites comprendre à nos alliés que c'est l'avenir de toutes les civilisa-

Face à un terrorisme d'un genre nouveau, qui lève l'impôt, vend du pétrole, déploie des activités bancaires, nous devons livrer une guerre totale.

tions qui se joue en ce moment. Nous ne pouvons plus continuer à nous effrayer des actes de *Dae'ch* uniquement lorsqu'il frappe sur notre territoire ou qu'il surenchérit dans l'ignominie. Chaque jour, à quelques heures de Paris, ces fanatiques tuent des enfants, mutilent des femmes et égorgent des innocents au seul prétexte qu'ils sont chrétiens, juifs ou non sunnites. Il faut alors traiter le mal à la racine.

Nous devons mener avec plus de vigueur notre action militaire internationale. Il faut concentrer au cœur du prétendu État islamique notre effort de guerre. C'est la mère des batailles que nous devons livrer avec l'appui unanime de nos quatre partenaires membres permanents au Conseil de sécurité de l'Onu. Prenez l'initiative d'une large alliance qui s'appuie sur tous et notamment la Chine et la Russie qui sont des pays amis.

La Russie que vous avez trop longtemps stigmatisée. Pendant la guerre, les États-Unis ont-ils hésité à s'allier à celle-ci pour sauver le monde ? Qu'irez-vous dire à nos enfants et à nos petits-enfants quand *Dae'ch* aura envahi de nouveaux territoires ? que vous n'avez rien fait car Vladimir Poutine ne vous convenait pas ?

Quand nous parlons d'alliance large, nous n'oublions pas les pays du Moyen-Orient eux aussi frappés en leur sein. Certains d'entre nous ont récemment rencontré le président de la République de Tunisie. Ils ont partagé leurs

inquiétudes communes sur le sujet et fait le diagnostic suivant : les barbares et les civilisations ne peuvent coexister plus longtemps. L'Égypte, l'Arabie Saoudite ainsi que les pays de l'Afrique subsaharienne doivent être associés à notre riposte.

Nous ne pouvons plus continuer à nous effrayer des actes de "Dae'ch" uniquement lorsqu'il frappe sur notre territoire.

Combien de morts vous faut-il encore, monsieur le Président, pour faire entendre la voix de la France ?

Monsieur le Président, nous aussi nous avons une certaine idée de la France, celle où l'audace des actes supplante l'audace des mots. Si vous voulez vous montrer digne de sa vocation millénaire, influez sur le cours de l'histoire.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération. ●

Les signataires

Julien Aubert, député du Vaucluse (LR) ; Jean Bizet, sénateur de la Manche (LR) ; Jean-Claude Bouchet, député du Vaucluse (LR) ; Pierre Charon, sénateur de Paris (LR) ; Dino Ciniéri, député de la Loire (LR) ; Jean-Pierre Decool, député du Nord (LR) ; Jean-Pierre Door, député du Loiret (LR) ; Dominique Estrosi Sassone, sénatrice des Alpes-Maritimes (LR) ; Georges Fenech, député du Rhône (LR) ; Marie-Louise Fort, députée de l'Yonne (LR) ; Yves Foulon, député de la Gironde (LR) ; Jean-Paul Fournier, sénateur du Gard (LR) ; Marc Francina, député de Haute-Savoie (LR) ; Yves Fromion, député du Cher (LR) ; Sauveur Gandolfi-Scheit, député de la Haute-Corse (LR) ; Guy Geoffroy, député de Seine-et-Marne (LR) ; Bernard Gérard, député du Nord (LR) ; Colette Giudicelli, sénatrice des Alpes-Maritimes (LR) ; Françoise Grossetête, députée européenne ; Jean-Claude Guibal, député des Alpes-Maritimes (LR) ; Michel Herbillon, député du Val-de-Marne (LR) ; Christiane Hummel, sénatrice du Var (LR) ; Denis Jacquat, député de la Moselle (LR) ; Philippe Juvin, maire de La Garenne-Colombes (LR) et député européen ;

Robert Laufoaulu, sénateur de Wallis-et-Futuna (rattaché au groupe LR) ; Alain Lebœuf, député de la Vendée (LR) ; Constance Le Grip, députée européenne ; Jean-Pierre Leleux, sénateur des Alpes-Maritimes (rattaché au groupe LR) ; Jean Leonetti, député des Alpes-Maritimes (LR) ; Véronique Louwagie, députée de l'Orne (LR) ; Franck Marlin, député de l'Essonne (LR) ; Alain Milon, sénateur du Vaucluse (LR) ; Alain Moyne-Bressand, député de l'Isère (LR) ; Renaud Muselier, député européen ; Louis Nègre, sénateur des Alpes-Maritimes (LR) ; Patrick Ollier, député des Hauts-de-Seine (LR) ; Frédéric Reiss, député du Bas-Rhin (LR) ; Bernard Reynès, député des Bouches-du-Rhône (LR) ; Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes (UDI) ; Anne Sander, députée européenne ; André Schneider, député du Bas-Rhin (LR) ; Éric Straumann, député du Haut-Rhin (LR) ; Michèle Tabarot, députée des Alpes-Maritimes (LR) ; Guy Teissier, député des Bouches-du-Rhône (LR) ; Dominique Tian, député des Bouches-du-Rhône (LR) ; Catherine Troendlé, sénatrice du Haut-Rhin (LR) ; Alain Vasselle, sénateur de l'Oise (LR) ; Philippe Vitel, député du Var (LR).